

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

FRANCE ,l'expérience de travailleurs	p I
HIERARCHIES	p 6
LIAISONS .	p 8
ALLEMAGNE	p 10
CORRESPONDANCE	p 12
LECTURE : le 17 juin 1953	p 16
PUBLICATIONS	p 20

LE NUMÉRO

0,50 F

NUMERO 43

FRANCE ,l'expérience de travailleurs	mensuel	p I
HIERARCHIES	NOVEMBRE 1965	p 6
LIAISONS .		p 8
ALLEMAGNE		p 10

PUBLICATIONS

-Démocratie Ouvrière : Rhône Poulenc à Vitry - septembre et octobre 1965

-La Voix Ouvrière (du groupe ouvrier Cockerill Ougrée -Rorive -211 Boulevard de Laveleye -Liège) septembre et octobre 1965 donne des informations intéressantes sur le rôle du syndicat socialiste FGTB dans une entreprise belge.

- Bulletin Assurances Générales - octobre 1965 - demander à ICO -remous autour de la concentration de trois sociétés d'assurances.

Outre les échos d'entreprise, VOIX OUVRIERE (trotskyste) trouve dans les élections présidentielles l'occasion de polémiques politiques renouvelées avec le P C ce qui lui procure de nouvelles palmes de martyrs victimes de la "chasse aux sorcières" (sic) dans les entreprises. Et la même quête de "l'événement révolutionnaire" : "Colère à la Martinique" (n° 46), "Indonésie, nouveau St Domingue" (n° 45) (29 rue de Chateau Landin -Paris)

A propos de l'évolution économique de la Russie, VOIX OUVRIERE (n° 45) écrit: "Le contrôle ouvrier, seul remède réel, saurait certes guérir l'économie soviétique des maux dont elle souffre, mais précisément en la débarrassant de ses parasites." Le terme "contrôle ouvrier" est bien significatif; il s'oppose à gestion ouvrière car un contrôle signifie que d'autres ont la direction: cela donne le sens des mots d'ordre de formation de conseils que lance parfois cette organisation. A noter aussi dans le n° 46 un avisage sur la possibilité d'une action électorale en présentant "un candidat communiste révolutionnaire" commun aux différents groupes trotskystes. Cela n'est pas nouveau non plus.

LE MONDE LIBERTAIRE (n° 116 -novembre 1965- 3 rue Turneaux-Paris 11eme) consacre une page au Chômage en U R S S (quelques lignes sur ce sujet figurent dans le précédent numéro d'ICO). Mais ces informations mériteraient d'être intégrées dans une étude plus approfondie sur la nature du régime russe et son évolution. Il faudrait remonter loin.

POUVOIR OUVRIER (n° 73 sept-octobre 1965 -22 rue Léopold Bellan-Paris 2eme) s'étend aussi sur les élections. suite de l'article "peuvent-ils industrialiser le tiers monde?"

LE COURRIER MARXISTE (octobre 1965) se penche sur "la nature de la société française de 1965". PROGRAMME COMMUNISTE (bordiguiste - n° 33 -octobre -décembre 1965 -B P 375 Marseille Colbert) présente à peu près uniquement des textes anciens sur le mouvement communiste. Son supplément LE PROLETAIRE parle aussi des "réformes" russes et aborde un sujet qui devrait retenir l'attention mais que bien peu abordent sous le titre "crise monétaire et crise capitaliste"

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (syndicaliste révolutionnaire -octobre 1965- 21 rue Jean Robert Paris 18eme) navigue complaisamment à travers les congrès syndicaux (Syndicat National des Instituteurs, C I S L, Algérie) Abondante polémique poursuivie autour de L'Alliance syndicale ouvrière (A S O) en Espagne (voir ICO n° 42)

L'ANARCHO-SYNDICALISME (Gatineau -groupe scolaire -St Florent les Niort) se penche sur la "stratégie ouvrière" (sic) de l'Union anarcho syndicaliste pour conclure qu'il y a encore une place pour la "présence militante des révolutionnaires au sein des syndicats" pour "un programme de défense du syndicalisme". On s'en serait douté; nous reviendrons là dessus.

LUTTE DE CLASSE (pour le pouvoir des travailleurs) octobre 1965-Renault 73 Rue Blanche Paris 9eme -parle de la lutte de classe en Angleterre.

CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE Septembre et Octobre 1965-Luce Ottié -21 Rue des Mathurins - Bièvres - DEFENSE DE L'HOMME n° 204 -Dorlet -BP 53 -Golfe Juan -A.M.

Nous reportons au prochain numéro l'examen des publications de langue anglaise

Le présent numéro contient un supplément (adressé aux seuls abonnés) qui reproduit la correspondance et les premières discussions sur la brochure traitant des conseils ouvriers en Allemagne (numéro spécial 42 d'ICO -Aout Septembre 1965). Ce supplément sera adressé aux camarades qui nous en feront la demande contre envoi d'un timbre à 0,30 F

France l'expérience de travailleurs

- d'un camarade de la Loire:

" Je viens de recevoir le dernier ICO du mois d'octobre. Aussi je dois constater comme l'ensemble des camarades qu'il ne se passe rien du côté ouvrier, dans la région. Dans la plupart des boîtes, nous avons eu 2% d'augmentation à la rentrée, chose que nous n'avions pas obtenu à la suite de la "période revendicative" du printemps passé.

A noter une baisse d'activité dans la région, suivie des baisses d'horaires (dans la métallurgie). J'ai pu constater ainsi que dans certaines boîtes des secteurs continuent à travailler en horaires supérieurs à 48h alors que d'autres secteurs ne font plus que 40h au 42h. Un atelier a été fermé aussi dans une ville de la vallée du Gier (Rive de Gier)

A St Chamond, tout près de St Etienne, Mavillor, grosse boîte de plusieurs centaines d'ouvriers a annoncé des licenciements massifs (fabrication de vilebrequin).

Quant à la grosse entreprise de la région C.A.F.L. elle vient de commencer à une réorganisation à la suite de laquelle un certain nombre de licenciements "individuels" ont lieu. Chaque mois, un certain nombre d'ouvriers reçoivent leurs lettres recommandées avec les motifs les plus divers. Parfois avec des insultes. Ainsi un camarade du groupe libertaire qui a été licencié a reçu comme motif "malgré votre bonne santé, votre âge, 27 ans, et votre qualification de P 2 vous êtes juste bon à faire un travail de manoeuvre. Ce camarade était en conflit depuis plusieurs mois avec son chef. Avec le prestige de la réorganisation, chacun fait sa petite sauce.

Face à cette pression patronale, rien ou presque rien. Quelquefois, lorsqu'un ouvrier est touché par un licenciement, l'ensemble du secteur fait grève pendant plusieurs heures. Une fois même, la grève a eu lieu contre l'avis des syndicats qui avait prévu une heure en fin de journée. Le gros du secteur avait trouvé cela très insuffisant et était parti en début d'après midi malgré l'opposition des délégués.

Voilà où nous en sommes dans la région, très peu de réactions à la base et lorsqu'il s'en produit elles sont étouffées bien souvent par les mêmes délégués. Je ne pense pas d'ailleurs que les délégués obéissent à des consignes précises dans certains cas. Mais ils se considèrent en dirigeant responsable. Alors dans la crainte de débordement, ils ont la trouille.

P.S.- je viens de voir un ouvrier qui travaille à Movillar, d'après ses explications je comprends que dans cette usine aussi il s'agit de réorganisation. On fout la trouille aux gars avec les licenciements massifs puis on procède à la réorganisation. L'attitude des délégués étant toujours de calmer les esprits."

- d'un camarade de Caen:

"...enfin le dernier numéro d'ICO "l'unanimité des camarades se fait pour constater qu'il ne se passe rien ..." m'a suggéré de communiquer une espèce de vision panoramique hélas ! sur ce qu'on pourrait appeler la réalité sociale de Caen au travers de réactions et de prises de positions individuelles de camarades travaillant en des entreprises diverses. Ainsi c'est parce que la S.M.N. (Société Métallurgique de Normandie) offre des conditions de travail souvent dangereuses qu'évidemment la Direction ne pense pas débloquer un bien grand budget pour les conditions de sécurité, qu'en ce qui concerne les salaires la boîte demeure le type d'usines à primes, que X... veut laisser tomber et muni de son C.A.F. chaudronnier

grimper à Paris, trouver mieux. Il y a deux mois, la chute d'un camarade dans un bac de fonte en fusion lui porta "un drôle de coup". Il regrette sans doute, en tant que soutien de famille d'abandonner une place stable dans une usine apparemment solide sur pattes (et l'embauche y est de type "piston" ou "de père en fils"). Mais c'est l'enfer, alors, bien qu'il sache ce que doit être la vie parisienne, version prolo, et qu'il a peur de se sentir seul et de ne pas trouver rapidement des possibilités de contacts. Il y a peu il participait à la grève des lamineurs, arbitrairement stoppée par la CGT et pour des résultats qu'il juge insignifiants.

Concernant l'usine Citroën (pièces détachées) implantée depuis deux ans, un autre camarade fait remarquer tout de suite l'absence de syndicat, l'ambiance de "bossage frénétique", la course aux heures supplémentaires, son transbahutement périodique en différents secteurs d'usinage, aussi bien s'accorde-t-il parfois des jours de congé en arrangeant des prétextes divers et aime provoquer à l'intérieur de l'usine des discussions sur n'importe quoi, ou des tournées d'histoires drôles. Il y a quelque temps, pour une question de pause non payée, son équipe s'était rebellée, mais en définitive s'étant retrouvé seul à tenir encore pavillon, il laisse tomber également, catalogué désormais par les instances hiérarchiques comme voulant jouer au dur, etc..

Pour ce qu'est du C.I.N. (Comptoir Industriel de Normandie) comme par hasard, les deux camarades qui y travaillent et que je connais projettent de vider les lieux pour des horizons plus ou moins flous. Il y a des questions de salaire (450 frs par mois), l'embêtement bureaucratique, le dégoût aussi d'une ville qu'ils jugent morte et vide, sans parler des inévitables problèmes du côté familial ou des difficultés à entretenir des rapports réels en tout avec le sexe opposé.

En ce qui concerne la "Saviem" (cf. suppression de l'usine de Suresnes, décentralisation, etc..) qui débraya récemment les chroniques régionales (venues ministérielles, usine modèle, nouvelle France, 5000 ouvriers, etc.. etc..) peu de renseignements actuels valables si ce n'est qu'elle se signale comme le type de boîte où un effort gigantesque est fait question: planification, ordonnancement, matériel électronique adéquat, etc.. Je disais renseignements peu valables puisqu'émanant d'un camarade cégétiste et communiste dans le vent rêvant d'un poste de délégué du personnel et necessant de vitupérer sur ces "cons d'esclaves qui acceptent tout", à part ça qu'actuellement un metteur en scène y tourne un film vérité avec prolos sur le vif... Du grand cirque, quoi !

La Radiotechnique (Philips) qui n'emploie à dessein presque uniquement des femmes, place trimestriellement (pour ne pas dire moins) des annonces d'embauche dans les journaux tant il est vrai qu'au bout de trois mois, c'est l'épuisement pour un grand pourcentage (cadences, chaleur intérieure 27° constante) Aux dernières grèves qui sont assez anciennes "un oratorio syndicaliste" organisé à l'intention de la classe ouvrière au pied de l'usine fut privé quasiment de chambrée (c'est de bon augure !).

Mais généralement, les boîtes ont tendance à recruter davantage dans les couches de la petite paysannerie environnante, elles ne tiennent que peu compte des CAP préférant pratiquer la politique de formation à l'usine, les renvois ne sont pas généralement motivés pour insuffisance de rendement ou absences illicites, mais par exemple, il est tout à fait typique de foutre à la porte un ouvrier qui aura emporté par mégarde sa paire de chaussures de soudeur (prêtée par l'usine) ou celui qu'on aura trouvé paraissant trafiquer un distributeur de rafraîchissements automatique..

Pour en terminer là avec ce qu'on risquerait d'appeler une étude et qui en fait n'en a ni la prétention, ni le désir, des caractéristiques se révèlent: l'indifférence vis-à-vis du travail quotidien, ou le besoin d'y projeter et d'y canaliser des impulsions multiples, l'angoisse de ne pas se sentir concrètement situé dans une existence qui dépasse le cadre du travail ou qui ne le dépasse pas au contraire, la nécessité brutale des ruptures sans dissenter en plus sur le fait que le "politique", le "syndical" ne concernent plus personne, les problèmes vécus étant intérieurement réprimés non abordés en toute objectivité et confiance, se joint à une hantise méconsciente d'être utilisé, manipulé, dans leur expression même...

- du même camarade: conflit chez Jaeger (-compteur auto, tableau de bord, etc..) La grève déclenchée par la CFDT avait-elle le complet accord patronal (décision de transformation) et ladite transformation s'est-elle vue ainsi relativement réalisée à peu de frais, le mépris ultérieur dudit patronat vis à vis du non moins dit syndicat fut-il un comportement nécessité par le besoin urgent de conserver à la CFDT un "amidonné" révolutionnaire c'est-à-dire par le besoin de ménager encore l'avenir histoire de refaire une opération du même goût - autant de questions?

Extrait d'un quotidien de Caen:

... quand les ouvriers et ouvrières de l'usine Jaeger se sont présentées aux portes de l'entreprise mercredi matin, celles-ci étaient closes.

Depuis une dizaine de jours, l'agitation était extrême chez Jaeger. Délégués du personnel et direction n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur les principales revendications: salaires et classifications.

Le syndicat CFDT qui mène la grève dans l'usine a exposé les raisons de ses revendications dans le tableau suivant:

" Les salaires à l'usine de Caen et de Levallois (autre usine Jaeger de la région parisienne):

- une ouvrière spécialisée gagne à Caen 2f55 - à Levallois plus de 3f de l'heure.

- un professionnel hautement qualifié à Caen: 4f50, à Levallois: 5f22.

La qualité et la quantité de production sont les mêmes à Caen et à Levallois. L'abattement de zone officiel est de 2%, l'abattement réel sur les salaires est de 15 à 25%.

Les classifications:

- A Levallois: 90% d'O.S. 2, 10% d'O.S.I

- A Caen: 7% d'O.S.2, 93% d'O.S.I.

L'O.S.2 peut gagner 20 à 30f de l'heure de plus que l'O.S.I.

Pourquoi si peu d'ouvrières sont-elles classées O.S.2 à Caen, alors que l'entreprise touche de l'Etat des sommes d'argent importantes pour former des O.S.2.?

Le personnel de Levallois touche une prime de transport, pas à Caen.

Le personnel de Levallois a une cantine que n'a pas le personnel de Caen.

... Face à la grève, la direction de Jaeger réplique par la menace de licenciements. "nous allons être obligés, dit la direction, de cesser certaines productions; ainsi nous demanderons, une fois les stocks épuisés, à des clients comme Citroën ou Peugeot, de s'adresser ailleurs. Nous ne conserverons que certaines productions. Ceci suppose une réorganisation de l'usine pour les fabrication et les stocks, d'où la fermeture de mercredi.

Mercredi matin, la direction de Jaeger commençait à mettre son plan en application: elle ne laissait entrer dans l'usine que le personnel qu'elle jugeait nécessaire pour son opération de reconversion. Tous les autres restaient devant la porte fermée.

Après une longue conversation avec la direction de l'usine, le directeur départemental du Travail obtenait que le lock-out fut limité à une seule journée et que les discussions entre Direction et délégués reprendraient dès le lendemain matin en sa présence. Pendant ces discussions de jeudi, le personnel reprendra le travail volontairement. "

Rhône-Poulenc: (Vitry- industrie chimique)

Un papier du PC dans lequel les staliniens expliquent leur appui à la candidature Mitterand. A noter toutefois à ce sujet qu'une très grande partie de ces tracts s'est retrouvée dans la corbeille à papier accrochée à la porte de

l'usine. Les ouvriers paraissent s'en désintéresser complètement.

Ce qui se passe en ce moment:

- lundi matin 11 octobre: les gars de la cour (débardeurs, ferrailleurs, conducteurs Fenwick..) débrayent une heure. C'est la CGT qui a lancé ce secteur. Participants: 30 sur 30.

- mardi 12 octobre 7h30: tract CGT parlant de la grève de la veille disant que l'exemple doit être suivi et que l'action doit se développer de secteur en secteur... affirmant que touses efforts porteront dans ce sens. Remarques:

- tract seulement distribué à la porte des horaires (il y a 4 portes au total à Vitry).

- une fois le tract distribué, les délégués CGT n'ont plus donné de nouvelles des gars de la cour.

- grève d'une heure à la cantine, sans que les syndicats y soient pour quelque chose: la direction menace les grévistes. La CGT en parlera seulement le 19 octobre, quand l'action de la cantine n'aura pas eu de suite (soit 8 jours après).

- mercredi 13 octobre: tract du PC "le travailleur rhodanien", qui s'attaque à Voix Ouvrière à cause de la campagne anti-Mitterand de V.O. Par la même occasion, le "groupuscule" (il s'agit du Comité Démocratie Ouvrière- C.D.O.- voir ICO N° 40) est mis dans le même panier et les calomnies ne manquent pas... les gars de l'usine l'ont lu en hochant la tête et personnellement j'ai retrouvé des tracts avec le dernier paragraphe encadré avec des "oh! oh!" dans la marge.

Mais les gars s'en désintéressent, surtout lorsqu'il s'agit d'élection.

- Ce même mercredi, les gars de la cour reçoivent une lettre d'avertissement pour occupation illégale des locaux de la direction (lors de leur délégation pour présenter leurs revendications !) La CGT n'en parlera que 7 jours après.

- Vendredi 15 octobre: nouvelle grève de la cour: 1 heure. Personne n'est au courant. Dans mon labo, on a beau harceler de questions un délégué CGT, on ne peut rien en tirer.

- ce même jour, tract "indé" (Confédération Française du Travail) (Face à la réalité) Papier très lu et commenté parmi les gars.

- Mardi 19 octobre: tract CGT parlant très brièvement des grèves de la cour et de la cantine, et aussi de la pétition signée par 70 femmes de ménage du secteur CNG. La CGT y annonce aussi la réunion pour le lendemain des syndiqués ouvriers et mensuels qui portera sur les "revendications et les moyens de les faire aboutir".

- On a oui-dire dans l'usine qu'un nouveau secteur, P.M.O.26, P.M.O. 29 cette fois, se "prépare" pour se mettre en grève le jeudi 21. Les délégués CGT n'en soufflent mot alors que c'est eux qui provoquent cette "préparation".

- mercredi 20 octobre: tract Voix Ouvrière parlant des grèves cour et cantine, et répondant au "travailleur Rhodanien". Comme à son habitude, le tract est lu. (c'est le mieux lu de l'usine).

- le soir, réunion CGT: 40 présents. Les responsables exposent et expliquent les revendications par eux formulées. Une syndiquée dit son désaccord, et oppose aux revendications en pourcentage, aux revendications trop nombreuses, une revendication commune à tous les travailleurs capable de les faire battre tous ensemble. Aussitôt un représentant du Bureau de Paris, qui était présent, prend la parole et explique que la CGT, elle, n'est pas démagogique et tout de suite, c'est le vote. Des syndiqués qui paraissaient hésiter préfèrent voter oui à la CGT. - Pour: 39- contre: 1 - Séance terminée.

Nouvel exemple de "l'action" de la bureaucratie.

- jeudi 21 octobre: la grève de P.M.O.26- P.M.O.29, n'a pas lieu. La CGT dit vouloir reculer pour "englober" d'autres secteurs. Ceci au stade "radio-usine" c'est-à-dire des parloles. Autrement dit, les gars de l'usine se rendent bien compte qu'on veut les manoeuvrer et qu'ils ne sont pas dans le coup.

- vendredi 22 octobre: tract CFDT - sans importance - c'est le premier depuis longtemps.

Le mécontentement dans l'usine est pourtant réel, mais à l'heure actuelle il semble peu probable que quelque chose de sérieux puisse arriver. Malgré tout, la majorité des gars de l'usine est contre la grève par secteur. Ce n'est pas pour cela que ces mêmes gars vont former un comité de grève et prendre leur sort en main. C'est pour cela que le Comité Démocratique Ouvrière va se contenter à nouveau de montrer, d'expliquer aux gars ce qui peut s'offrir à eux s'ils prenaient eux-mêmes leur sort en main.

Renault (Billancourt) : tracts électoraux - minimum de propagande. Décompte des voix aux élections de délégués... "les délégués CGT dans l'action pour la santé... pour éviter les accidents aux pieds.. la surdité... l'intoxication.. pour améliorer l'efficacité de la médecine du travail". (tract CGT du 29 septembre). débrayages et délégations "pour l'amélioration des conditions de vie et de travail" (tract CGT Forges Fonderies du 22/10/65).

d'un établissement bancaire : 1/2 heure de débrayage dans une section à propos du bruit. Dans ce bureau, 4 Flexo (machines mécanographiques spéciales); s'y ajoute depuis quelques jours le bruit de travaux, 5 des plus touchées vont en délégation au chef de service. Rien. Le lendemain, c'est 20 personnes. Impossible, dit le service technique consulté. Le soir à 4h le travail s'arrête. Que faire? On téléphone aux délégués : aucun résultat. A 5h - c'est le vendredi - décident de partir à 6h après ultime avis aux syndicats. Ceux-ci essaient de faire entrer le mouvement dans leur campagne revendicative pour le 1/4 heure (départ plus tôt le soir). Le lundi matin, chacun reprend le travail. On peut observer ici le mécanisme des revendications: les cadres d'abord, les syndicats ensuite, si cela ne donne rien les employés essaient de faire quelque chose pour eux-mêmes.

Matériel d'imprimerie (Paris) : revendications de salaires: les ouvriers demandent 5% - le patron donne 2,5% ce qui est accepté par une assemblée des horaires. Pas d'augmentation des mensuels: ils ont des "avantages" dit le patron.

Jeumont-Schneider: (construction électrique - St Denis) : Il est difficile de savoir ce qui est décidé pour les différentes usines du groupe. Un tract CGT avait parlé de licenciements à Putaux; mais un atelier débordé avait proposé de donner du travail à cette dernière usine, cela fut refusé et le travail confié à un sous-traitant. - Tracts pour les élections et quête.. au drapeau tricolore; "vous ramassez des sous pour les gars qui font grève à Bruxelles" demande un ouvrier (il s'agit de la grève des rédacteurs du journal communiste belge).

Presse: (rotativiste): le syndicat fixe avec la direction des entreprises les conditions de travail - il n'y a pas de refus possible de travail au-delà du "service normal" - le service est de 4h55. Selon les tirages supplémentaires il peut atteindre jusqu'à 7 heures. Alors que le service de base est de 5.800, le salaire journalier peut atteindre 6200 à 6300.- les jeunes marchent alléchés par ces salaires, sans souci des conditions de travail: bruit - obligation de travailler parfois de jour et de nuit pour assurer les remplacements, par exemple les 15 jours de vacances d'hiver.

hiérarchie

des salaires

des peines

<u>(en anciens francs)</u> <u>(moyenne mensuelle)</u>	<u>Emploi</u>
30.000	retraité assurances
35.000	femme de ménage dans bureaux
50.000	employé débutant banque, assurance sans qualification
54.000	"chef" femme de ménage
55.000	employé d'assurance à l'invalidité
55.000	O.S. métallurgie
60.000	O.S. industrie élec- trique, perfo débu- tante, mineur carriè- re de l'Aude.
70.000	garçon de course assurance, préposé P. T. T. mécanographe
80.000	salaires début d'un C.R.S. célibataire
85.000	O.S. Renault
90.000	menuisier bâtiment
95.000	chauffeur tracteur
100.000	pelle carrière Aude
110.000	employé assurance avec ancienneté
190.000	Agent de maîtrise dactylo assurance
250.000	sous-chef assurance
800.000	directeur adjoint assurance
1500.000 à	président directeur
2000.000	général assurance
10.000.000	P.D.G. de la Sté Na- tionale des Pétroles Aquitaine.

Les salaires donnés sont ceux de la région parisienne; les horaires varient beaucoup de 40 à 45h pour les employés à 50h et plus en usine; un même salaire peut donc représenter un travail bien plus intense.

Les travailleurs portugais à Paris sont embauchés sans carte de travail au-dessous du SMIG. Le contre-maître a carte blanche: il recrute le matin, paie et débauche le soir. Lors de l'effondrement d'un immeuble en construction B. Lefebvre à Paris on ne savait pas qui et combien étaient sous les décombres.

Attention aux charges L'acier coûte cher

C'est ce qu'on peut lire sur les pancartes dans une usine de profilés de Poissy. Aucune mesure de sécurité bien que des charges de toutes sortes se baladent en l'air. La boîte est une passoire: 2.80 de l'heure pour un O.S.

D'un camarade de l'Aude:

J'aime bien votre esprit de neutralité mais votre tâche sera dure, très dure, car les syndicats actuels démolissent systématiquement l'esprit d'entente dans les cellules, en opposant sans raison, ou pour des babioles sans importance, les diverses couches des travailleurs: inégalité des salaires, abus du mot "spécialité" exemple: je suis mineur dans une carrière de marbre, je m'occupe d'un compresseur j'ai un marteau perforateur, j'endure la poussière dégagée par le burin, je suis plein de graisse du marteau, quand il pleut, je me trempe comme un canard, je

licisons

REUNION DES CAMARADES DE PARIS:

Le 9 octobre 1965- 20 camarades présents

- I- Informations d'entreprises: dans la rubrique sur les travailleurs.
- II- Discussion sur le livre de Mothé: "Militant chez Renault", Edition du Seuil un camarade en fera la critique dans un prochain bulletin.
- III- Orientation et travail pratique: les camarades qui devaient préparer un texte sont absents; nouvel échange de vues qui sera repris avec l'ensemble des discussions menées à ce sujet.
Un camarade a donné son point de vue par lettre:

"La prochaine réunion d'ICO étant le 9 octobre, il me sera impossible d'y être présent, les copains voudront bien m'en excuser. J'aurais voulu pourtant y être car la dernière fois la copine et le copain qui disaient n'avoir pas trouvé en ICO ce qu'ils espéraient, ce qu'ils cherchaient m'ont intéressé par le départ qu'ils ont provoqué. Pourquoi n'ai-je pas pris la parole? Simplement parce qu'il n'y a maintenant que deux fois que je participe à de telles réunions et qu'au fil des débats je vois ce qu'est ICO. Pour ma part, toutefois, pas de compromis. La dernière fois que je m'y suis rendu c'était avec l'idée bien précise d'y rencontrer des militants révolutionnaires avec lesquels il était bon de discuter, de confronter tous les avis sur les expériences de chacun dans la lutte de classes, d'en profiter pour tirer des enseignements. Cela n'aide-t-il pas dans notre lutte? Surtout pour un jeune?"

"Pour ma part, si l'on devait se trouver en une situation révolutionnaire, je n'attendrais rien d'ICO pour ce qui est de la lutte active, directe, sinon, une fois de plus, l'occasion heureuse de confronter les diverses tendances à l'oeuvre."

"J'espère être clair; en tout cas, quand l'occasion se présentera au cours de nos réunions, je n'hésiterai pas à m'expliquer, car en aucun cas, ce raisonnement n'est définitif".

IV- Départ d'un camarade: qui explique aussi sa position présente: après avoir abandonné "la politique" pour des tas de raisons et passé par différents groupes, il est resté à ICO parce qu'il y a trouvé quelque chose d'important: on ne s'y lance pas des bouteilles, on n'y vient pas pour défendre une opinion. Mais il est arrivé à une impasse sur le plan personnel; il ne voit pas de moyens d'en sortir et sa présence repose sur une sorte de malentendu. Il participe par routine, n'apporte rien, et ne voit pas de quelle manière il pourrait intervenir. Dans ces conditions, il préfère ne plus assister aux réunions. Chaque fois qu'il a quitté un groupe (Voix Ouvrière, trotskystes, Socialisme ou Barbarie) pour un autre, il a cru chaque fois que c'était mieux, et que cela pouvait être une nouvelle voie pour s'assembler et lutter. Mais ça n'aboutit qu'à recréer une nouvelle société d'exploitation. ICO est peut-être quelque chose de différent, mais ça n'apporte rien.

V- Lettre d'un camarade adressée après la réunion:

"Je te passe quelques lignes au sujet du copain démissionnaire, si l'on peut employer ce terme."

"Je pense que ce copain, déçu par ICO, est à la recherche d'un idéal qu'il ne semble pas trouver parmi nous. ICO n'est pas une machine à résoudre les

Hierarchie des salaires:/

Selon une étude de la firme de conseil de direction McKinsey, les rémunérations des cadres dirigeants des Six se rapprochent des rémunérations américaines et dépassent celles qui sont pratiquées au Royaume-Uni. Elles augmentent en outre plus vite qu'aux Etats-Unis: de 25% en moyenne pour les deux dernières années dans les six pays, alors que l'augmentation n'a pas dépassé 10% aux Etats-Unis.

Les données réunies sur la rémunération totale des cadres dirigeants de soixante cinq sociétés industrielles françaises indiquent que la rémunération des présidents-directeurs généraux reflète fidèlement l'importance de leur société. Elle s'échelonne d'environ 80.000 frs par an pour les sociétés dont le chiffre d'affaires annuel est de 5 millions de frs à quelque 225.000 f par an pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est de 500 millions de frs. Les primes constituent une forte partie de la rémunération globale; 60% environ des cadres dirigeants français ont reçu en 1964 des primes représentant en moyenne 31% de leur rémunération totale.

travaille parfois et souvent dans des "apic" de 20 à 30m, attaché à une corde pour 600 frs par mois.

Sur le même chantier un chauffeur de tracteur-pelle, avec cabine, siège mousse, derrière son pare-brise, pour alimenter les ouvriers chargés de remplir les multibennes (ceux-là aussi ont un mauvais travail) eh! bien ce chauffeur gagne 1000 Frs par mois et des avantages en matière; à noter que ni lui ni moi n'avons le CAP, lui de tractoriste, moi de mineur. Nous sommes des spécialistes sans spécialité; n'empêche que par le salaire, soutenu par les syndicats, nous sommes opposés.

Hierarchie des fonctions /

Le mandat de Bothureau, ex-secrétaire fédéral de Force-Ouvrière, comme membre du Conseil général de la Banque de France au titre de "représentant du travail" (sic) est renouvelé par le gouvernement De Gaulle (décret du 8 octobre 1965).

Hierarchie des peines:/

Les femmes de ménage du C.E.A. (commissariat à l'énergie atomique-Saclay-Seine-et-Oise).

Elles appartiennent à une société "l'Audacieuse" qui prend en régie le ménage des bureaux de Saclay. Elles sont 400 qui arrivent le matin par des cars spéciaux à 8h30 et repartent le soir vers 5h30. Elles n'ont pas droit à la cantine puisqu'elles ne font pas partie du "personnel". Elles sont plus ou moins méprisées par la majorité des employés de Saclay (moitié d'ingénieurs, forte proportion de stalinien) et n'ont que peu de contacts avec eux. Elles font le nettoyage pendant le travail: les employés évacuent les bureaux pendant ce temps. Les plus jeunes ont 60 ans, les plus âgées 75 ans; des étrangères, des veuves, des "déclassées", certaines illétrées. Elles ne peuvent guère- et ne savent pas- se défendre. Leur paie: entre 2 frs et 2.92 frs de l'heure. Pas de syndicat.

Ce sont des gars du PSU qui ont levé l'affaire. Le patron de "l'Audacieuse" avait un contrat au forfait avec le CEA: il emploie 400 femmes, il touche pour 450, il paie 8h de salaire, il en reçoit 9; il touche une prime de panier de 3.50 à 4f par jour qu'il ne paie pas; les fêtes légales sont chômées et non payées; il ne verse pas les cotisations à la Sécurité Sociale. Un jour les femmes s'aperçoivent qu'elles sont roulées: elles déclenchent une sorte de grève. Renard accepte de payer la prime de panier mais les feuilles de paie révèlent presque toutes de surprenantes erreurs d'addition. en faveur du patron. Les syndicats du CEA s'en mêlent (FO surtout, il y a sur-enchère FO-CGP). Condamnation des Prud'hommes: 55 millions à la Sécurité Sociale, 55 millions aux femmes (150.000frs par tête), la moitié en 6 mois, l'autre moitié échelonnée. Le Renard se met en faillite et licencie tout le monde. Le CEA a embauché un autre négrier quidoit reprendre toutes les femmes de ménage licenciées... Les choses en sont là.

équations que nous pose la vie. Nous cherchons nous-mêmes les solutions aux problèmes des travailleurs.

"Il pense qu'il n'y a pas lutte à ICO pour sortir de cette condition, moi je pense qu'au contraire par les réunions, correspondances et informations, que ce soit sur le plan de chacun des travailleurs, des idéologies développées par d'autres, nous y retrouvons une lutte latente mais certaine. A mon avis, nous ne pouvons nous situer en temps que travailleur que par des échanges de vues. Peut-être ne verrons nous pas, nous-mêmes, l'émancipation des travailleurs, mais je pense que le travail effectué par les camarades porte en soi la semence du futur. "

Le 6 novembre 1965 - 21 camarades présents

6 camarades se sont excusés (travail en récupération,)
un autre est parti à l'armée.

I- Informations d'entreprises: voir rubrique sur les travailleurs.

II- Lettres de camarades de St Etienne, de l'Aude, de Caen, de Vitry, (Rhône-Poulenc), de Bourges, d'Algérie, de Paris; elles figurent dans ce bulletin.

III- Critique des bulletins:

- toujours à propos de Rassinier: dont la grande presse a parlé récemment un camarade a observé que le dernier compte rendu ne reflétait pas suffisamment l'unanimité et le refus des camarades d'avoir un dialogue quelconque, un autre qu'il eut été préférable de n'en plus parler du tout.

- un camarade de retour de Grèce: après y avoir travaillé trois mois, exprime son désaccord avec la fin de l'article sur la Grèce (N° 43, p.17) (quelques lignes ont d'ailleurs sauté lors du tirage):

- sur les salaires: il est dit qu'un ouvrier peut gagner 100 drachmes par jour; en réalité un ouvrier qualifié dans le bâtiment gagne 85 à 90 drachmes et rarement 100, en travaillant 10 à 13 heures par jour.

- sur la durée du travail: bien sûr il y a la loi de 40h comme en France mais dans le bâtiment, la journée de travail dure de 6h du matin à 10-11h du soir avec un arrêt de 2 à 3h à midi (pas toujours encore); c'est plus loin des 40h que les 45 ou 50 en France.

- sur le chômage: il y a une contradiction dans l'affirmation qu'il n'y a pas de chômage et le fait que 500.000 ouvriers s'expatrient. Dans le bâtiment, il y a du travail deux mois d'été; celui qui a la chance de trouver un emploi est licencié à la fin de la semaine et obligé de partir à la recherche d'un autre boulot les chantiers sont menés à toute vitesse, d'une manière archaïque en utilisant le maximum de main-d'oeuvre. Il y a un déplacement continu des ouvriers; certains se contentent d'une pastèque et d'un kilo de patates par jour, beaucoup émigrent parce que c'est mieux ailleurs.

Ce camarade essaiera de faire un texte sur ce qu'il a pu observer. Un autre camarade fait remarquer qu'il n'y a pas forcément contradiction entre ce qui a été publié avant et ce qui vient d'être dit. Si l'on prend l'Espagne, il y a de grandes inégalités de développement: une condition à peu près identique à celle de la France en Catalogne ou dans le pays basque mais des différences énormes si l'on prend le sud ou la moyenne de tout le pays; il n'y a pas non plus de chômage, mais 100.000 travailleurs quittent l'Espagne chaque année. Il semble que la vie soit plus

dire encore en Grèce qu'en Espagne, ce qui peut s'expliquer par différents facteurs (combativité plus grande, en Espagne, poids du stalinisme, en Grèce).

Sur ce dernier point, le camarade de retour de Grèce relate une grève des routiers - véritable grève sauvage - au cours de laquelle, au port du Pirée, les routiers ont mis leurs camions en carré fermé pour résister à la police et aux staliens; il y eut des bagarres avec ceux-ci; ils ont obtenu 5 drachmes d'augmentation. Alors que les grèves "syndicales" fréquentes (bâtiment, postes) sont des grèves pour rien étant passées par l'EDA (groupe de la "gauche") pour soutenir Papandréou.

- A propos du texte sur les conseils ouvriers en Allemagne (N° 42) un camarade fait remarquer que le texte vise à l'étude du mouvement ouvrier et pas à l'enthousiasme des chercheurs scientifiques. Des liaisons seront établies avec le camarade de la Ruhr et avec un groupe de Munich.

IV- Orientation et travail d'ICO:

prochaine réunion: samedi 4 décembre - heure et lieu habituels

discussion sur les conseils ouvriers en Allemagne (N° 42)
un camarade amorce cette discussion en comparant la situation de l'Allemagne et celle de l'Espagne et demande des explications sur la fin du texte (partie plus théorique).

brochures en préparation: sur les comités d'entreprise, sur le mouvement ouvrier en Grèce.

textes projetés: sur les différents mouvements de conseils: Russie Espagne, Hongrie.

discussions projetées: un résumé sera fait (en vue d'une nouvelle discussion) de tous les textes sur l'orientation d'ICO.

oooooooo

Allemagne

Premier Mai à Munich:

Le texte qui suit est extrait du bulletin anglais "Solidarity" (groupe proche d'ICO dont nous avons parlé à différentes reprises). Il relate les répercussions de la distribution d'un tract fait par un "groupe de socialistes de conseils" de Munich, groupe non officiel d'action directe.

La population de Munich s'élève à 1 million d'habitants. C'est un des plus grands centres industriels de l'Allemagne de l'Ouest. Ses principales industries sont BMW (automobiles et motocyclettes) et Siemens (radios et autres appareils électriques). En fait Munich est très différent de l'image populaire des brasseries de bière, des pantalons de cuir et des Alpes bavaroises.

Le tract a été distribué dans les différentes usines de Munich

pendant la dernière semaine d'Avril. Au rassemblement du 1^o mai du Parti social-démocrate allemand (SPD) les socialistes de conseils apparurent avec plus de tracts et de porteurs de pancartes. On y lisait:

"Ne regardes pas la bouche de vos leaders,
Regardez leurs mains"

"Pas de co-gestion, mais auto-gestion"

"Gestion de la production par les ouvriers".

Les ouvriers portant des pancartes rencontrèrent des officiels du parti qui essayèrent d'arracher les pancartes; quelques un des porteurs furent sérieusement rossés. Un conducteur de poids lourds le fut même trois fois. Les hommes de mains du syndicat n'étaient pas disposés à discuter. Ils avertissaient simplement les porteurs d'affiche que s'ils tentaient une nouvelle action de ce genre, ils finiraient à l'hôpital. Pendant ces incidents la plupart des ouvriers restèrent à l'écart. Ils ne savaient pas qui étaient ces gens qui distribuaient les tracts et les ouvriers allemands ne sont pas stupides du tout, mais ils sont méfiants. Ils ont aussi une opinion inébranlable sur les méthodes nazies de leurs leaders. Les répercussions de cette démonstration et du tract furent plus importantes que nous espérons. Les auteurs du tract furent expulsés de "nos" syndicats par les bonzes. Il s'en suivit une discussion animée dans un certain nombre d'usines. Environ 25 lettres d'ouvriers intéressés furent reçues; on y lisait "c'est le langage que nous avons attendu"; "votre bulletin nous a incité à réviser de fond en comble notre attitude". Les bonzes syndicaux utilisaient l'argent du syndicat pour envoyer des laveurs de cervelles, chargés de riposter aux tracts. Le mot d'ordre, chez les caïds du SPD était que les socialistes de conseils étaient le seul groupe qui pouvait être dangereux pour eux.

Quelques sections locales du SPD embarrassèrent le service central du Parti en prenant la résolution de soutenir notre action. De nombreux ouvriers qui se méfiaient de nous avant le 1^o mai, devenaient d'actifs supporters.

Je ne veux pas exagérer. Nous n'avons pas pris l'initiative de la révolution mondiale. Mais nous avons fait démarrer une discussion parmi la classe ouvrière d'Allemagne de l'Ouest jusqu'ici passive, ce qui a pas mal inquiété le syndicat et les bureaucrates du SPD. Le même genre d'événement ne serait pas aussi significatif en Grande-Bretagne ou aux USA, car les discussions y battent déjà leur plein. Mais en Allemagne de l'Ouest, cela signifie que les ouvriers allemands sont enfin entrés "dans la course".

oooooooo

espagne

Traduit de la rubrique "Antena" du Combat Syndicaliste, du 21/10/65

Les travailleurs du "téléphone" font grève - Madrid: il y a trois semaines le personnel déclara la grève perlée ou tournante. Objet du conflit: défendre une demande d'augmentation de salaire que la direction étatique de l'entreprise n'a jamais satisfaite, alléguant des dépenses et des insuffisances de recettes. Les ouvriers et les employés font savoir qu'ils n'ont pas des ressources financières suffisantes pour

pouvoir se présenter au yeux du public vêtus d'une manière décente; le gouvernement lance de bonnes paroles mais ne fait rien et les téléphonistes persistent à désorganiser le service tant que les instances supérieures n'auront pas trouvé de solutions satisfaisantes. Et en solidarité avec leurs camarades du téléphone, les conducteurs des tramways de Madrid sont en grève depuis le 27 septembre (alternatives d'arrêts) exigeant une meilleure rétribution vu le coût de la vie de plus en plus élevé. L'entreprise affirme qu'elle fait annuellement un déficit de 500 millions de pesetas et ne veut pas céder; les grévistes maintiennent leur attitude, perturbent sérieusement le trafic.

Les mineurs de Mieres (Asturies) - cinq camarades ayant été victimes de repréailles, 2000 ouvriers font grève depuis neuf jours; l'entreprise promet mais ne cède pas, galvanisant ainsi la volonté des grévistes. Ce conflit non solutionné risque de s'étendre à d'autres exploitations et pour des causes identiques, les mêmes d'ailleurs qui existent depuis la fin des dernières grèves.

oooooooo

correspondance

Un jeune étudiant a rencontré un de nos camarades au cours de l'été; celui-ci lui a parlé de ce qu'était ICO; à la lecture des bulletins, ce jeune qui déclare " qu'il est certain que je serai un jour patron" a donné son opinion; l'un de nos camarades lui a fait une première réponse.

"J'ai bien reçu ta lettre et ton journal. Je te félicite pour sa réalisation. L'effort que vous faites pour présenter les problèmes ouvriers dans les différents pays sont très louables.

Je suis très intéressé par ce journal car il est certain que je serai un jour patron, mais j'aimerais tout comprendre, tes problèmes et ceux de tes camarades.

L'allure de ce journal, en général, est très nette: c'est une critique parfois virulente mais vous avez le mérite de savoir parfaitement ce que vous voulez. Je vais te donner mon point de vue mais je n'ai pas étudié et disséqué assez en détail les articles. Vous revendiquez c'est légitime, mais il ne faut pas oublier qu'il y a deux partis, patrons et ouvriers et qu'un gain d'un côté amènera une perte de l'autre. Il faudrait établir un compromis, une espèce de plate-forme pouvant entraîner un lien entre les partis. Ceci est théorique, ce qui ne te plait pas, je le sais, mais je pense qu'un aspect théorique doit être et peut être transformer en concret.

Pour ma part, je suis social je crois et je veux comprendre ce que j'essaie toujours de faire: un homme en vaut un autre, et dans la vie pour moi cela s'est concrétisé. Je suis président d'un foyer de 72 jeunes ouvriers, patrons et étudiants. Les difficultés sont nombreuses, mais surmontables. Pour en revenir à ton journal, je constate que vous devriez parfois faire ressortir un aspect positif. Il est possible de détruire tout en construisant.

Quelques exemples illustrent parfaitement vos arguments. La vie d'une entreprise dépend des ouvriers et la solidarité entre vous est l'argument le plus sûr pour lutter.

Il m'est difficile de t'en dire plus il me faut un peu plus de temps, pour bien posséder la pensée générale de ICO mais j'espère que ce sera pour la prochaine fois.

"...votre récit sur le mouvement des conseils ouvriers en Allemagne m'a intéressé bien que j'en connaisse déjà le fond et la portée. Ce qui m'aurait intéressé c'eut été une réflexion, des commentaires sur cet important texte et non l'aboutissement au sujet bateau et trop connu qu'est la théorie de la plus value selon Marx. Il ne me restera plus alors qu'à la critiquer mais je n'en vois pas l'utilité. J'ai préféré l'autre numéro, très varié, recherchant le contact avec des ouvriers d'autres pays et aboutissant par conséquent à la solidarité du monde ouvrier. Oui, j'avais été étonné même, car je ne pensais pas qu'il y avait un sens aussi poussé de l'information et de contacts indispensables.

"Ce dernier numéro ne m'a rien appris et la conclusion n'était pas ce que j'attendais. Je préfère cent fois des réflexions personnelles plutôt qu'un aperçu plus ou moins complet d'une théorie trop connue. De toute façon, je suis très intéressé par ICO et j'ai l'intention de m'abonner."

Réponse à ce camarade:

"ICO est révolutionnaire, ou plutôt essaie de l'être, mais nullement au sens traditionnel d'une organisation qui essaie de prendre le pouvoir par la force (c'est-à-dire les rouages essentiels de l'appareil de domination de l'Etat) pour y installer sa propre domination; nullement non plus au sens d'un syndicat qui poursuivrait la même fin pour se substituer en tant qu'organisation à l'appareil économique c'est-à-dire réclamerait pour ses membres la gestion des entreprises.

ICO est révolutionnaire parce que les camarades qui y participent:

- d'une part, essaient de comprendre, de dégager et de dire quels sont leurs véritables intérêts de classe à la fois dans leur vie quotidienne de travailleurs et dans l'ensemble des événements économiques, politiques et sociaux.

- d'autre part, à travers leur expérience propre, à travers des expériences révolutionnaires passées ou présentes essaient de dégager quelles peuvent être les règles d'une société sans classe, sans exploitation, où chaque individu serait le gestionnaire de son travail et de toutes ses activités de vie.

"Dans cette voie, nous nous heurtons, non seulement aux dirigeants économiques et politiques, ceux que traditionnellement l'on appelle patrons et gouvernants, mais également et d'une manière tout aussi violente à ceux qui, dans des organisations petites ou grandes, se pensent les dirigeants ou les organisateurs des luttes des travailleurs, ou de la société qu'ils appellent socialiste ou communiste.

"Dans la société présente, qu'il s'agisse des pays occidentaux dits "libres" ou des pays de l'Est dits "socialistes" ou de la Chine dite "communiste" il y a deux sortes d'hommes: les dominants et les dominés. Il n'est nullement exact comme tu l'écris "qu'un homme en vaut un autre". Il ne suffit pas de le dire ou de l'écrire puisque la société montre à chaque pas le contraire. La meilleure preuve c'est toi-même qui la fournis en écrivant: "je serai un jour patron" avec une tranquille certitude.

"Les fils de travailleurs, ouvriers ou employés, ne disent pas "je serai un jour ouvrier" parce qu'il n'y a pas de quoi en être fier, et que souvent, quand ils sont jeunes, qu'ils ont encore des illusions sur la société, ils font l'impossible pour "en sortir". L'immense majorité d'entre eux s'aperçoivent vite qu'ils sont enfermés dans le ghetto de la condition ouvrière, même si ce ghetto prend la forme moderne du confort et de ce que des sociologues à courte vue appellent "l'embourgeoisement".

"Ta certitude d'être patron ne dépend d'ailleurs pas plus de toi (malgré les apparences) qu'il ne dépend d'un travailleur de pouvoir sortir de sa condition (malgré tous les exemples qu'il pourra citer de gars qui s'en sont sortis parce qu'ils l'ont simplement "voulu"). Ta certitude d'être patron dépend avant tout des conditions économiques et de l'évolution du capitalisme. L'entreprise capitaliste (la petite entreprise comme celle je suppose dans laquelle tu te vois déjà patron)

est fragile; la concentration, la concurrence, une crise même de celles qu'on appelle récession, peuvent détruire complètement ce que tu considères comme ta voie naturelle et prédestinée. Mais, à l'inverse d'un travailleur qui partage peut-être la même incertitude dans la voie où il se trouve engagé, et peut se trouver à la rue, ou forcé de changer de boîte, sinon de métier, ou d'être simplement manoeuvre, en fin de compte de rester un travailleur, tu n'en deviendras pas pour autant un travailleur: ou bien tu trouveras une place de dirigeant dans une autre entreprise, ou bien tu seras mis sur une voie de garage pour devenir une sorte de déclassé avec de l'argent.

" Ce que tu écris sur le groupe de jeunes que tu animes et où se retrouvent fils de patrons et jeunes ouvriers, est pour toi l'apprentissage des fonctions de dirigeant; tu y occupes une fonction dirigeante, tu y vois les problèmes avec la même confusion que tu pourras les voir dans l'entreprise: comme une collaboration entre dirigeants et dirigés, dans laquelle il suffit de compréhension des uns et des autres, de bonne volonté pour que tout marche bien. Avec des jeunes, il est possible d'aller plus loin dans cette voie ambiguë parce que la plupart n'ont pas l'expérience du travail, que leurs préoccupations de jeunes (activité physique, sexualité) dominent tout, qu'ils perçoivent mal les rapports de classe; il est néanmoins très significatif que ce groupement prenne une structure hiérarchisée et que toi - futur patron comme tu le dis - tu te retrouves à la tête de cette hiérarchie.

" Il est tout autant significatif que tu cherches à résoudre ce même problème de collaboration entre dirigeants et dirigés pour tes activités futures. Il en est de cela comme de ta "décision" d'être patron: ce sont les facteurs économiques et sociaux de toute la société capitaliste à l'échelle mondiale qui règlent les rapports de production à l'intérieur d'une entreprise et non la volonté (bonne ou mauvaise) des dirigeants.

" Les conditions de fonctionnement d'une entreprise: orientation des fabrications, utilisation de telle ou telle technique de production, profit à retirer sous forme de bénéfices, d'investissements, c'est-à-dire en fin de compte, fixation des prix, des salaires, des taux de base et des cadences de production, de la productivité, ne dépendent nullement du patron mais lui sont imposées par les conditions générales du marché capitaliste. La marge de "libéralité" est très faible, et il n'entre là dedans aucune humanité, aucune "considération sociale".

" A moins qu'il ne veuille la disparition à brève échéance de son entreprise, tout dirigeant, s'il veut conserver avec son entreprise sa position de dirigeant doit se plier à ces "lois du capitalisme" qui pour n'être pas écrites n'en sont pas moins rigoureuses. Dans toute société où il y a une classe dirigeante (capitalisme occidental ou capitalisme d'Etat), cette classe s'approprie une fraction importante du produit du travail salarié; ce simple fait, oriente la production dans le sens du maintien de cette classe dominante et entraîne une série de conséquences tellement inéluctable tant que subsiste cette classe dirigeante qu'elles constituent de véritables lois de cette société d'exploitation.

" De même, il ne dépend pas des travailleurs d'être "gentils" avec le patron, de maintenir, de tenter une "collaboration loyale et compréhensive" et de la maintenir. Même les plus dociles de ce point de vue peuvent se révéler des lions en face de circonstances, parfois anodines en apparence (doutes sur leur valeur, ambitions déçues, etc.), souvent beaucoup plus graves (fermeture de l'usine, licenciement, mise au rencart à cause de l'âge, augmentation des cadences, etc.) qui, tout d'un coup, leur font prendre conscience, individuellement ou collectivement, de leur situation de travailleur exploité à la "disposition" des dirigeants de la société capitaliste. Cette "prise de conscience", dans de telles circonstances, ne dépend ni de la "formation" antérieure, ni d'un passé "militant", ni d'une expérience de l'exploitation. Et la signification réelle des actes que peuvent accomplir des travailleurs à ce moment leur échappe souvent car ces actes ne sont pas l'expression d'une "volonté révolutionnaire" préexistante. Certains peuvent y voir les effets d'une propagande, d'une formation, ou d'une réflexion individuelle, mais en réalité, il n'y a rien de tout cela: c'est simplement qu'un homme ne peut accepter une aliénation totale de sa qualité d'homme et c'est précisément ce qu'exige la société capitaliste pour son fonctionnement.

" Cette rencontre impossible, cette "collaboration" des travailleurs, la société capitaliste l'obtient par tout un appareil de domination qui ne vise qu'à faire accepter aux travailleurs leur exploitation. C'est absolument nécessaire car sans cela, l'entreprise n'existerait pas, il n'y aurait pas de production. Tout un appareil de contrainte et de conditionnement entoure le travailleur: police, armée, église, enseignement, partis, syndicats... qui fait qu'il se trouve contraint de travailler aux conditions qu'on lui offre, mais aussi qui fait qu'il ne voit pas les termes de ce travail et même les accepte et participe à leur élaboration et à leur justification.

" Le dirigeant et le travailleur sont constamment obligés de "gommer" leur opposition radicale qui réapparaît constamment pourtant en filigrane de tous leurs actes. De la part des patrons, cette recherche de "collaboration" est beaucoup plus constante parce qu'elle est la raison même de son existence. Ce minimum de participation des salariés, il prend diverses formes depuis le paternalisme jusqu'aux formes modernes modelées par l'évolution des techniques et des structures, avec toujours d'ailleurs la violence en arrière plan; (co-gestion, participation, association capital travail, comités d'entreprise, etc..). Plus la société capitaliste se concentre plus l'entreprise devient importante, plus le travail se divise, plus les dirigeants sont obligés de substituer à l'ancienne contrainte directe toutes formes de pseudo-gestion ou d'élimination des "obstacles" à cette participation; d'où la floraison, d'un côté, de formules d'association, et de l'autre, d'aménagements basés sur des recherches psycho-sociologiques.

" Nous considérons que c'est chercher la quadrature du cercle. Car le problème même (indépendamment des crises du capitalisme) ne sera résolu que lorsque les travailleurs seront eux-mêmes leurs propres dirigeants dans des organismes construits et gérés par eux seuls et par personne d'autre. Ce n'est pas une utopie: de tels organismes ont existé à différentes reprises depuis plus d'un demi-siècle, d'une manière épisodique bien sûr, et avec des vicissitudes diverses dues au contexte historique dans lequel ils se sont développés; nous ne pouvons que te renvoyer aux différents textes sur les conseils ouvriers que nous avons pu publier.

" Mais c'est là une réalité que tu peux difficilement toucher du doigt; parce que tu préoccupes du moment présent, de ta fonction dans cette société et qu'il est nécessaire pour toi, si tu acceptes cette fonction, que tu cherches à la résoudre en ce sens; il n'y a pas d'autre voie pour un dirigeant que de chercher à dominer ceux dont il tire sa place, sa position sociale, sa fortune et ses revenus présents et par lesquels il doit assurer la transmission de tout ceci à ceux de sa classe "

- d'un camarade d'Alger:

"... d'aucun diront que Boumedienne a dépêché récemment de ses hommes à lui près de De Gaulle (que l'on nomme "La Grande Zohra ") afin que celui-ci influence les "frères" à l'enthousiasme. Ceci dit pour indiquer l'ambiance à l'heure actuelle.

" Malgré que la "sécurité" soit de nouveau passablement bonne, il y a des hésitants. Pourquoi?

" D'abord parce que le coup raté en été est psychologiquement ... disons défavorable. Puis parce que le baromètre international n'y est pour...

" Mais revenons un peu en arrière et voyons les antécédents:

" 1) Ben Bella s'est confectionné un nom en tant que la réincarnation d'un "non engagé... Afrique de demain... et surtout panarabisme "

" 2) Le coup du 19 juin par Boumedienne a dû réussir car cette fois-ci c'est de dehors que ça a urgé. Or, si le "Bandoeng II" de l'été a été froidement avorté, il faut se le demander: pour quoi?

" N'y avait-il pas des intérêts trop importants en jeu? N'est-ce pas significatif ce retrait de l'Algérie d'aujourd'hui du clan moscovite? Et le sourire de plus en plus dégelé des USA envers le Sahara et son pétrole? Et encore d'autres motifs?

" D'ailleurs, il n'y a pas que les chinois qui seraient "contre". Donc, bien pesée la chose, on peut espérer à la rigueur des discours minutés d'avance, avec moins de fastes que du temps de Ben Bella, mais à peine quelque dénouement en vue, puisque les participants seront en principe de deux clans... Les accords qu'ils réaliseront pourront éventuellement porter sur la constatation d'un fait capital: c'est qu'ils ne sont nullement d'accord. Tel qu'un "roi du pétrole" s'en fiche bien de son pays voisin misérable, tel qu'ici on a oublié l'idée de partager le Sahara.. alors que les Tunisiens et les Marocains n'espéraient que ça ... en 62 ! "

- d'un camarade de Paris - en réponse à une lettre précédente:

" Il est bien regrettable que l'on puisse lire dans votre bulletin " cette gauchisme française (en Algérie) ferait mieux de voir ce qui se passe dans l'Hexagone " (N° 42).

" Votre correspondant oublie que ces militants d'extrême gauche s'étaient donnés à la Révolution Algérienne par internationalisme. Et il ignore sans doute que certains d'entre eux ont été abominablement torturés par les polices de Boumédienne. "

oooooooo

lecture

"Le 17 juin 1953," Arnulf Baring, Cologne, 1965 (en allemand)

Le 17 juin 1965, c'était jour de vacances en Allemagne de l'Ouest; comme chaque année depuis onze ans, on profite du soleil (quand il y en a) pour aller saucissonner à la campagne. A peine écoute-t-on au transistor les discours officiels tant il est bon de se promener sous les arbres, et le soir on rentre à la maison. Sur les routes de l'Ouest, on aura laissé beaucoup plus de morts dans les voitures calcinées qu'il n'y en eut en tout, au cours du soulèvement de l'Allemagne de l'Est, le 17 juin 1953, jour que cette fête nationale est censée commémorer. Selon l'auteur de ce récent petit livre, ce chiffre est estimé à vingt-et-un morts connus pour les 16 et 17 juin 1953.

Arnulf Baring a voulu dissiper certaines légendes sur cet événement. En effet, en Allemagne de l'Ouest, les discours officiels proclament rituellement que le soulèvement fut une levée en masse de tout un peuple, avide de liberté, de démocratie et de réunification allemandes. C'est faux, et les documents le montrent bien. Les cadres, les petits-bourgeois (commerçants, artisans) et les paysans restèrent à l'écart du mouvement (en tout cas à l'échelle de masse). Le soulèvement eut un caractère strictement ouvrier, et limité à certaines villes et branches professionnelles. Selon les sources, on estime le nombre des participants à la grève du 17 juin 1953 à 5 ou 7% du total des salariés. Certes, il est possible que la proportion réelle fut supérieure; mais en tout cas, ce pourcentage exprime un ordre de grandeur très vraisemblable.

Rappelons très brièvement le cadre et le cours des événements. L'un des problèmes qui ont toujours suscité le plus de difficultés aux dirigeants de l'Est en général, c'est l'élévation de la productivité du travail. Aux champs, à l'usine, les travailleurs n'ont qu'une seule préoccupation: se débrouiller (chaparder, couler les temps) et se réserver des forces pour pouvoir ensuite cultiver qui son lopin personnel, qui faire du travail noir. Si la productivité en général est basse, c'est

aussi parce que la production de biens de consommation est (mais la situation commence à changer) basse.

En 1952, les dirigeants de l'Allemagne de l'Est (ci-après A-E) annoncent un tournant. On va réviser les normes, c'est-à-dire augmenter les cadences et la durée du travail, réduire les salaires et comprimer le niveau de vie de la population en général: voilà ce que réclame l'accumulation socialiste (sic) du capital. Cette campagne se poursuit dans la presse, les réunions, etc.. toute l'année 1952 et en 1953, par paliers, la révision est introduite dans les entreprises, non sans rencontrer des résistances dans toutes les couches de la société. Tandis qu'à l'échelle internationale se produit un événement spectaculaire, la mort de Staline (5/4/53) et que les négociations de paix prennent en Corée un tour décisif, le gouvernement recule et adopte un "cours nouveau" qui favorise quelque peu les paysans, les commerçants et les cadres, etc.. mais cependant (comme toujours dans un pays capitaliste) néglige les ouvriers: la révision des normes sera poursuivie.

Cette politique est accueillie de plus en plus mal, en particulier par les ouvriers maçons qui bâtissent à Berlin-Est les immeubles destinés à border une avenue triomphale, la Stalineallée. Ces maçons sont parmi les ouvriers les mieux payés d'A-E (5 à 9 marks de l'heure, contre 3 au manoeuvre). On veut leur imposer des normes plus élevées, 10% tout de suite, mais bientôt 150, 200 et même 300% si l'on en croit le ministre de la construction. (de 1950 à 1953, les coûts de construction ont augmenté de 35 à 40% et à Berlin l'entreprise d'Etat fonctionne avec de très grosses pertes; la pénurie de main d'oeuvre qualifiée est très forte dans ce secteur).

A partir d'avril, des assemblées de fonctionnaires du parti et du syndicat décident d'augmenter les normes et de réduire les salaires dans le bâtiment; des brigades de travailleurs le décident aussi "volontairement". Mais l'agitation croît sur les chantiers de l'avenue Staline. Une grève y éclate le 15 juin; le 16 au matin un cortège se forme, d'abord d'ouvriers qui veulent aller chercher du travail ailleurs, mais qui, bientôt grossi, vient manifester devant la Maison des Syndicats puis devant le siège du gouvernement. Les ouvriers veulent que le président de la République, Grotewohl, et le président du Conseil, Ulbricht, viennent s'adresser à eux. Mais on leur envoie des sous-fifres; de calme qu'elle était la manifestation devient de plus en plus houleuse. Finalement, les ouvriers reviennent aux chantiers en appelant à la grève générale; ils décident de se retrouver le lendemain pour manifester de nouveau. La radio du secteur américain diffuse ces nouvelles à 16h30; mais les autorités militaires américaines lui recommande d'en rester là et de n'inciter ni à la grève, ni à la manifestation (les occupants français chercheront en vain à interdire aux manifestants de passer par le secteur qu'ils contrôlent).

Le 17 juin, le mouvement gagne un grand nombre de villes, des régions entières. Dans l'ensemble les manifestants sont uniquement des ouvriers et presque toujours des jeunes. La participation des membres des autres classes est exceptionnelle, d'après notre auteur. Le mouvement, de plus, est limité aux grands centres industriels: Berlin-Est (61.000 grévistes), Allemagne centrale (121.000) Magdebourg (38.000) et puissant surtout dans les grandes usines de produits chimiques: Leuna (28.000) ou Buna (12.000) et certains bassins miniers (Mansfeld).

Les comités de grève sont composés de jeunes ouvriers (25 à 40 ans), et souvent aussi d'anciens militaires, sous-officiers en général (8 à 10% des membres des comités dans certains cas). Selon Baring,

"au 17 juin, les ouvriers considéraient - à juste titre, - les cadres techniciens de leur entreprise comme une fraction de la nouvelle classe dirigeante, que le régime cherchait à se gagner en "l'achetant" par de fortes incitations matérielles".

De même, le grand complexe industriel de Stalinstadt (aujourd'hui Eisenhuettenstadt) à la frontière de l'Oder, ne se joignit pas au mouvement. Le régime portait tous ses efforts sur ce nouveau centre, monté de toutes pièces et les travailleurs, des réfugiés de l'Est pour la moitié, y bénéficiaient des salaires les plus élevés du pays; même les maçons de Stalinstadt ne cessèrent pas le travail (alors qu'ailleurs

le bâtiment faisait grève par solidarité avec Berlin-Est). En Saxe, la présence des armées russes, qui effectuaient leurs grandes manœuvres empêcha les mineurs du charbon et de l'uranium de participer massivement à la grève et aux manifestations. Ces activités entraînent donc surtout des travailleurs du bâtiment, des mines et des industries de base.

A Berlin-Est, les manifestants contrôlaient apparemment la rue. Comme la veille, rassemblés devant le siège du gouvernement, ils réclamaient l'apparition de Grotewohl et d'Ulbricht réunis en Conseil de cabinet. Un ministre, dit-on, demanda à Ulbricht de prendre la parole pour calmer les grévistes. Ulbricht refusa et comme l'autre insistait, il lui répondit qu'il pleuvait et que par conséquent les manifestants n'allaient pas tarder à se disperser.(+)

Quelles sont les revendications de ces masses. A Berlin-Est, comme dans les autres centres, c'est pour l'essentiel:

- 1) paiement des salaires d'après les anciennes normes et révisions des contrats collectifs d'entreprise;
- 2) baisse sur les produits de grande consommation;
- 3) élections libres et au scrutin secret;
- 4) pas de représailles contre les grévistes.

Les manifestants défilent dans les rues, tiennent des meetings où leurs orateurs reprennent les revendications économiques et politiques du mouvement. Dans certaines villes, les délégations ouvrières exigent et obtiennent la libération de prisonniers dont elles donnent le nom; mais le 17 dans l'après-midi, la tension augmente et des "masses incontrôlées" brisent les portes des prisons et libèrent des détenus de droit commun en même temps que des "politiques". La propagande officielle exploitera ce fait, de même que de petits pillages (de locaux du PC), incendies (des archives de la justice) ou lynchages (de flics). Mais la subversion n'ira pas plus loin et les démonstrations terminées les manifestants rentrent chez eux, ou reviennent à leurs lieux de travail.

Le gouvernement répond aux "désordres" en faisant appel aux troupes russes. Face à des masses désarmées - contrairement à la Hongrie de 1956 où l'armée nationale passera du côté des grévistes - ces troupes agiront de manière pacifique: tirant en l'air et dispersant les attroupements avec des tanks. En général les policiers est-allemands, n'étaient pas disposés à marcher contre les grévistes et, au moins dans la plupart des cas, discutaient avec eux avant de laisser passer leurs cortèges; mais il semble probable que si le mouvement avait changé de caractère ils auraient participé à la répression.

En bref, au soir du 17 juin "l'ordre" est rétabli; certes les discussions vont se poursuivre sur les chantiers et dans les usines, mais elles n'iront plus jusqu'au point d'explosion. Le gouvernement va faire des promesses: amélioration du niveau de vie et retour aux anciennes normes; il va tout de suite commencer de les grignoter et finira par imposer ses exigences. Il autorisera aussi l'expédition de colis de vivres occidentaux en A-E, à la fois pour calmer le mécontentement et pour obscurcir la volonté de lutte ouvrière. La répression se fera petit à petit: 1300 condamnations, dont 7 à la peine de mort, 4 à la réclusion à vie et le reste à des peines de prison plus ou moins longues.

A l'Ouest, le ministre des Affaires panallemandes demanda par radio dès le 16, à la population d'A-E, "de ne pas se laisser entraîner à des actions irréfléchies... dangereuses." Les dirigeants social-démocrates et syndicaux de Berlin crurent bon de faire ou de préparer quelques appels radiodiffusés, invitant la population d'A-E et les soldats russes à se montrer solidaires des maçons de Berlin-Est. Mais ces appels furent désavoués par la direction du parti socialiste comme des "provocations extrêmement dangereuses et d'une inconcevable irresponsabilité". D'ailleurs

(+) Gustave Noske, lui aussi, au début de la Révolution allemande, comptait sur la pluie pour faire rentrer les manifestants chez eux. (cf. Noske, Von Kiel bis Kapp, 1920, p.17).

Les postes de radio, sous contrôle militaire Allié, ne les diffusèrent pas (sauf un, le 16 en fin d'après-midi); et les bonzes socialistes locaux s'en tinrent là. La police militaire alliée et la police allemande de Berlin-Est (aux ordres des socialistes) refoulèrent les curieux venus pour observer les événements (à la lisière des deux Berlin) et peut-être pour y participer. Mais il n'y eut aucune grève de solidarité en Allemagne de l'Ouest. Les seuls groupes à faire preuve d'énergie furent des groupes plus ou moins dans la main de certains services secrets américains. Gros appoint pour la propagande d'A-E.

Quant à l'appareil de propagande occidental, qui fit tant de bruit après coup, il se borna pendant l'action à transmettre les informations. Ce faisant il a -semble-t-il- contribué à l'extension du mouvement, mais sans l'encourager par ailleurs.

Notons encore que le chef social-démocrate Willy Brandt a soutenu que "les couches pur-sang du vieux mouvement ouvrier syndicaliste et politique" ont influencé les événements de façon très sensible. Selon Baring, si le fait est possible, les rapports qu'il a eu en mains ne lui permettent pas de conclure en ce sens. Le soulèvement, dit-il, eut lieu dans les régions qui élisaient des députés communistes comme les autres. En tout cas, dans la rue, la "tradition" incarnée par les "anciens" était absente (il ne faut pas oublier que les social-démocrates de Weimar, puis les nazis, et enfin le Guépéou assassinèrent pratiquement tous les militants ouvriers actifs).

D'après Baring, dont l'exposé a été ici très résumé et un peu complété les occidentaux auraient dû intervenir plus efficacement en juin 1953. Cette inaction a mené la population d'A-E à se résigner, à chercher de "s'arranger" avec le régime. Maintenant, dit-il, l'heure est passée des révolutions, on est à l'évolution. Dans sa préface, le Herr Professor Richard Lowenthal (++) déplore lui aussi "l'occasion manquée du 17 juin". Cette attitude est celle de politicien qui regrettent de ne pas avoir pu exploiter la faille chez l'adversaire. Utopie ! En réalité, les occidentaux ne tenaient pas à appuyer les grévistes. Certes, ils s'intéressaient au mouvement comme un patron peut rêver d'exploiter les difficultés qu'un patron concurrent éprouve avec son personnel, mais sans ignorer qu'il lui faut être discret et prudent.

En définitive, le soulèvement du 17 juin apparaît comme une immense grève sauvage, instinctive, spontanée, qui s'étend rapidement et se résorbe aussi vite. Elle n'a touché que certains secteurs seulement d'une énorme entreprise, sans entraîner de solidarité au dehors. Elle a ébranlé pendant quelques jours de trois à quatre cent mille hommes sans armes, qu'aucune grande lutte antérieure n'avait préparé matériellement et spirituellement, et qui ne pouvaient donc s'en tenir qu'à la surface des choses. Le mélange de prudence et de puissance extrêmes dont usa le gouvernement d'A-E, contribua également à désamorcer l'explosion. Dans d'autres conditions, dans la Hongrie de 1956, une grève sauvage, somme toute analogue au début, prit ensuite un caractère absolument différent.

(+) même opinion par exemple, chez A. Véga, Socialisme ou Barbarie, 13, janvier-mars 1954, qui invoque "l'expérience" des insurrections communistes de 1919 et 1921!

(++) autrefois, théoricien de la "nouvelle classe" sous le nom de Paul Scring, aujourd'hui historien d'Etat, spécialisé dans les études soviétiques.

(I) la meilleure étude en français sur ce sujet reste celle de Benno Sarel: "Combats ouvriers sur l'avenue Staline", - Les Temps Modernes octobre 1953-

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an** - 12 numéros : **5 F.**

Versements : **I. C. O.**, c. c. p. 20.147.54 **PARIS**

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication

P. BLACHIER